

Faire face à la crise à Detroit : pratiques alternatives et recomposition du modèle urbain

Flaminia PADDEU
Doctorante et ATER, Université Paris Sorbonne-Paris IV

Introduction

Comment faire face à la crise à Détroit ? La ville est souvent comparée aux lieux de catastrophes : New-York ou la Nouvelle Orléans post-Katrina. Or, Détroit n'a pas connu de catastrophe d'une telle intensité. Comment se manifeste la situation de crise à Détroit ?

1. Du modèle économique industriel à la ville en faillite

Le paysage est frappant, la ville a un air post-apocalyptique : les rues sont vides, dans une ambiance urbaine sinistre du fait de la densité extrêmement faible, les routes sont criblées de nids de poules, mal entretenues (les mauvaises herbes envahissent le trottoir, des carcasses de voitures et des maisons brûlées sont encore en place), tout comme les services urbains sont défaillants : la ville est aussi peu fonctionnelle qu'une ville ayant subi un aléa. Les services urbains sont quasi-inexistants : moins d'un bus toutes les heures et si un citoyen connaît un problème, les pompiers, la police ou les ambulances mettent 1h pour arriver au lieu de 11 minutes dans le reste des grandes villes du pays. L'objectif de la conférence est d'explorer l'existence et la permanence d'une crise protéiforme à Détroit.

La ville s'étend sur 360 km², soit 3,5 fois Paris, où l'équivalent de Manhattan, Boston et San Francisco. Dès le début du XX^e siècle, le Nord-Est du pays, et notamment la ville de Détroit, connaissent une croissance économique phénoménale. La ville qui abritait la main d'œuvre la mieux payée du pays, véhicule l'imaginaire du boom économique lié à l'automobile. Bastion du fordisme et de l'automobile, Détroit appartient désormais à la *Rust Belt*, anciennement appelée la *Manufacturing Belt*.

En effet, dans les années 1960-1970, Détroit devient l'archétype de la ville en déclin. Elle perd la moitié de sa population en un demi-siècle et connaît le rétrécissement urbain le plus important des Etats-Unis.

Ce déclin démographique est corrélé au chômage qui, dans certains quartiers touchés par une pauvreté massive, culmine à 50 %. Le tiers de la ville est en friche, sa composition ethnique montre qu'elle connaît un phénomène d'isolement racial à double tranchant. D'une part, 85 % de la population est noire, mais habite en centre-ville ; d'autre part, 80 % de la couronne périurbaine est composée de population blanche. Ainsi, la ville connaît une opposition raciale et spatiale, du centre à la périphérie.

2. L'articulation des éléments qui génère la crise protéiforme à Détroit

La désindustrialisation est le premier facteur déclencheur. La crise économique qui s'ensuit, synchronisée de la crise démographique, déclenche une crise fiscale et financière du fait des déficits et de la faible légitimité du pouvoir municipal mis sous tutelle par l'Etat du Michigan. De plus, la crise des *subprimes* de 2007 renforce la crise immobilière. De fait, Détroit connaît une crise urbaine généralisée.

16^e Journée d'études Géo'rizon. Géographie des crises. Jeudi 24 avril 2014

Qu'est-ce que la crise urbaine ? Cette notion fait partie du lexique géographique états-unien. La crise à Détroit est structurelle du fait de la désindustrialisation (automobile). La crise urbaine renvoie à l'idée que tous les territoires en crise urbaine sont situés en centre ville et ont un bâti détérioré, ils abritent une population sous le seuil de pauvreté et le territoire regroupe des populations immigrées et ethniquement minoritaires. Cependant, cette crise de long terme est ponctuée de temps court qui correspondent à des moments paroxystiques : le choc pétrolier des années 1970, l'arrivée des voitures japonaises et de l'automatisation des moyens de production, la crise financière en 2008. Ceux-ci sont des épisodes marquants de ce long déclin. Quels effets négatifs la crise génère-t-elle ? L'analyse systémique et les boucles rétroactives induites par ces moments de paroxysme concourent à l'abaissement de l'assiette fiscale de la ville et à des conséquences en termes de coupes budgétaires. La réduction des services urbains pèse sur les habitants et appelle certaines réponses. La municipalité n'a qu'une marge de manœuvre financière et politique limitée. Les initiatives menées sont quantitativement très faibles, faute de moyens. **Dès lors, quelles sont les pratiques alternatives proposées par la société civile, et en quoi suggèrent-elles des recompositions du modèle urbain actuel ?**

1. Faire l'état des lieux d'une crise protéiforme à Detroit

1.1. La crise : une notion obscurcie ?

Il convient d'aborder quelques considérations lexicales de l'utilisation du terme de crise. Pour M. Revault d'Allones (2012), la crise est un concept récurrent, utilisé pour synthétiser un ensemble de mots. Son étymologie, du grec *krisis*, signifie le jugement, le moment décisif dans l'évolution d'un processus incertain, d'un pronostic. Au Moyen-Age, une manifestation brusque et intense marque la rupture d'un état. Dans le domaine politique, la crise est assimilée à une révolution. Elle dépend de l'intensité et de la circonscription des phénomènes visés, impliquant le ralentissement de la croissance et la montée concomitante du chômage.

Aujourd'hui, la crise est conçue selon une temporalité de plus en plus vague, elle est donc ressentie comme permanente et dilatée, imposant un nouveau milieu et de nouvelles normes dans notre existence. Ainsi, la crise urbaine est un terme spécifique qui conceptualise l'existence de ghettos et désigne une situation d'inégalités socio-économiques associées à des disparités spatiales. Cependant, la crise urbaine n'est pas une situation critique, certains quartiers sont en crise depuis les années 1960. Il est donc nécessaire d'être prudent quant à l'emploi de ce terme polysémique. La crise à Détroit met donc en exergue ces difficultés de définitions et assimile la crise à un fait social total témoignant de l'extension du sens d'une notion trop polysémique. De fait, il faut clarifier dans quel sens il y a crise à Détroit. La ville connaît une crise structurelle urbaine. En effet, la conception de la crise guide l'identification des problèmes et décide des solutions envisagées pour sortir de la crise. Elle vient rompre un état d'équilibre et façonne les horizons d'attente de la ville post-crise. On pense la situation post-crise à partir de la situation de pré-crise à partir de laquelle on se définit. En suivant M. Revault d'Allones (*op citée*), la crise à Détroit serait l'avènement d'un nouveau paradigme de la crise en tant qu'état normal, où les incertitudes se multiplient. Après une définition de la notion de crise et l'établissement de ce qu'est la crise à Détroit, quel diagnostic géographique peut-on faire ?

1.2. Détroit : quels champs de la crise et quelles inscriptions territoriales ?

Le long déclin que connaît Détroit est directement lié au modèle économique mondial qui est lui-même en crise. En effet, la désindustrialisation à Détroit est due à l'évolution du système capitaliste et l'avènement de la mondialisation : concurrence étrangère, automatisation des moyens de production, évolution du système financier et des modes de vie (Th. Sugrue, 2005).

Détroit connaît une crise précoce, le processus de désindustrialisation est déclenché par la modification du système économique mondial dont les répercussions sont visibles à l'échelle locale. De plus, Détroit voit, dès 1903, l'installation de Ford et devient un bastion de l'industrie

16^e Journée d'études Géo'rizon. Géographie des crises. Jeudi 24 avril 2014

automobile. Elle est aussi le siège des *Big Three* ; trois grandes entreprises automobiles - *Ford*, *Chrysler* et *General Motors*. Or, le départ des aciéries et de l'outillage (industrie connexe) entraîne une réduction des effectifs dès les années 1950. Les entreprises et/ou la main d'oeuvre se déplacent dans le Sud du pays, au Canada, au Mexique et en Chine. L'auteur analyse ici les causes directes de la crise de Détroit : l'automatisation impliquant moins de main-d'oeuvre, la généralisation des heures supplémentaires, les coûts salariaux et les syndicats forts. Les salaires des ouvriers sont élevés du fait de la pression des syndicats. De plus, des paramètres à l'échelle nationale influent : la ré-organisation du territoire avec le déplacement de l'industrie militaire dans le cadre attractif de la *Sun Belt*. Le déclin majeur et de long terme à Détroit ainsi que dans les grandes villes industrielles de l'ancienne *Manufacturing Belt* devient progressivement la « *ceinture rouillée* » (*rust belt*). Toutefois, Détroit est la plus touchée, parce que sa spécialisation accrue et précoce fragilise la ville mono-industrielle et rend son système économique plus fragile et moins résilient : départ des entreprises - donc hausse du chômage - et départ des habitants.

1.3. Les conséquences de la désindustrialisation et de la dédensification, la crise urbaine généralisée et le phénomène de *shrinking city* à Détroit

La ville se rétrécit et perd des habitants - 20 à 40 % sur 20 ans -, tandis que les comtés voisins connaissent une augmentation de la population (Oakland County). Cependant c'est le centre-ville qui perd des habitants et non pas la périphérie. En effet l'aire métropolitaine croît. Ainsi un glissement centre-périphérie s'opère, la banlieue aisée connaît une croissance importante dans le dernier demi-siècle.

1960	1,8 millions d'habitants
2000	951 000 habitants
2010	713 000 habitants

La dimension ethnique et socio-économique est essentielle dans la compréhension du modèle urbain états-unien et plus particulièrement à Détroit : le chômage dû à la désindustrialisation touche en majorité la population noire de la ville. Le phénomène de *shrinking city* change donc la composition ethnique de la population, produisant ainsi un phénomène de suburbanisation qui caractérise l'*american way of life*. Cette transition raciale donne donc un centre hyper-ghetto. Le ghetto est le quartier habité par une minorité, mais toute classe sociale confondue ; à l'inverse, l'hyper-ghetto est la catégorie sociale des plus pauvres, des minorités ethniques avec une présence faible de l'Etat (Wacquant, 2006).

1.4. Les conséquence du phénomène de *shrinking city*

1.4.1. La suburbanisation

Détroit voit ses rentrées fiscales diminuer puisque les populations du centre ne peuvent payer l'impôt. Dès lors, les rentrées d'argent diminuent et l'assiette fiscale n'est plus suffisant pour assurer les services urbains tels que les affaires culturelles par exemple. Par conséquent, la qualité des services urbains se dégrade et certains deviennent parfois même inexistantes (transport, nettoyage, éclairage etc.).

1.4.2. La dimension spatiale et paysagère

Avant la crise des *subprimes*, le parc de logement était déjà détérioré. Dès 1961, le centre ville a un taux de vacances de 22 %. Les années 1960 voient l'effondrement progressif de la valeur foncière et immobilière. Dans le même temps, la désindustrialisation entraîne une paupérisation de la population, qui faute de moyens financiers ne peut entretenir ni même conserver son logement. De

16^e Journée d'études Géo'rizon. Géographie des crises. Jeudi 24 avril 2014

nombreuses maisons sont abandonnées, faute de pouvoir les payer et sont barricadées. Par ailleurs, la présence d'habitat abandonné suscite dans les années 1970-1980 un regain d'incendies criminels.



Photo : Usine *Packard Plant* et *East Side* : usine en décomposition, résidence et portes condamnées. Phénomène d'*urban prairies* témoignent de l'abandon d'espaces vacants. © F. Paddeu, 2013 et 2012.

1.5. Détroit après la crise des subprimes : de la crise immobilière à la faillite

Les « *twin crises* » (Aalbers, 2012) évoquent la même combinaison de causes mondiales entrelacées, crises économique et immobilière.

1.5.1. La crise immobilière

En 2008, la crise mondiale occasionne la faillite de *General Motors*, symbole de l'industrie automobile. Dès lors, 80 milliards sont débloqués par le gouvernement fédéral qui sauve l'entreprise. Au paroxysme de la crise, le chômage double, de 15 à 30 % en seulement 1 an et est synchrone du déclin démographique (2009-2010). De fait, des saisies immobilières sont organisées, entraînant un regain du taux de vacances à 28 %. De 2007 à 2009, 67 000 propriétaires abandonnent leurs maisons. Aujourd'hui, afin de repeupler la ville, certaines maisons sont vendues aux enchères à 500 \$ comme prix de départ, attirant de jeunes actifs et donc une nouvelle composition de la population du centre.

1.5.2. Détroit en faillite ?

Le 18 Juillet 2013, 18,5 milliards de faillite sont officiellement annoncés. C'est la plus grande ville américaine à se déclarer en faillite. Un administrateur judiciaire est nommé dans la municipalité de Détroit et gèle toute activité économique et tout financement. Des mesures d'urgence sont prises afin de corriger ces dysfonctionnements. Détroit se voit imposer une politique de rigueur : diminution de la retraite et du nombre des fonctionnaires, de la fréquence des transports en commun, restriction des programmes scolaire et culturel. De fait, une partie de la société civile, tels que les organismes à but non lucratif et communautaires se mobilisent afin de trouver des solutions face à la crise généralisée.

2. Des pratiques alternatives comme réponses de la société civile à la crise ?

2.1. Pratiques alternatives : une nécessité face à la crise ?

2.1.1. Les pratiques de la société civile

Les pratiques alternatives reposent sur un éventail d'activités économiques, des potagers urbains au baby-sitting sans échange monétaire. Existe-t-il une pénétration de ces pratiques dans le quotidien des gens dans leur réponse face à la crise ? Le réseau communautaire est modeste, toutefois les pratiques et les modes vie sont de plus en plus alternatifs.

La catégorisation des pratiques alternatives économiques, selon la typologie de Castells (M. Castells *et al.*, 2012), comprend :

16^e Journée d'études Géo'rizon. Géographie des crises. Jeudi 24 avril 2014

a. **L'autosuffisance** : travail que les gens font par eux-mêmes plutôt que d'acheter des biens et des services : agriculture communautaire, réparation de maisons délabrées. Par exemple, l'organisme *WARM* à but non-lucratif qui, face aux 80 000 maisons abandonnées à Détroit, propose un processus de déconstruction par les citoyens eux-mêmes, parce que la municipalité ne le fait pas. Il ne s'agit pas ici de détruire mais de déconstruire et de récupérer les matériaux pour pouvoir les recycler et les revendre. Le désir d'autonomie revient souvent dans les discours des habitants, « *en ce sens c'est une façon pour moi de m'ancrer, de me centrer* » de vivre près de la terre et d'être autonome. Un autre habitant évoque un atelier communautaire de vélo qui apprend à réparer son vélo pour répondre aux besoins quotidiens : « *c'est directement lié à ce que nous faisons, aider les gens à devenir plus autonomes* ». Leur paupérisation et l'absence de véhicule ou les frais d'entretien ou d'essence inaccessibles conduisent à cette situation.

b. **L'altruisme** consiste en l'accomplissement d'actes ou de services pour autrui ayant une valeur non financière. Le bénévolat tel que chez *Earthworks* : ferme urbaine, travail en coopération avec la « soupe populaire », trois matinées dédiées au bénévolat. Il s'exprime dans des pratiques telles que de nombreuses banques alimentaires.

c. **L'échange de biens et de services et la coopération**, le troc. *Mt Elliott Makerspace* propose des services en échange d'une aide technique ou informatique.

2.1.2. Les effets bénéfiques d'une pratique alternative à l'échelle micro-locale : l'exemple de l'agriculture urbaine

A Détroit, 1600 jardins communautaires, et de nombreuses associations œuvrent pour la société civile, mais elles ont des idéologies diverses. Les fermes urbaines sont des formes hybrides entre entreprises et associations. Comment penser ces alternatives ?

La faible présence des supermarchés est synchronique de la crise, ainsi Détroit est souvent désignée comme un *Food desert*, puisque l'accès à une nourriture saine et abordable pour les populations les plus pauvres est difficile. Les pratiques alternatives sont donc une réponse à la crise économique et sociale. Elles se traduisent par la distribution gratuite de nourriture dans les banques alimentaires ou par la vente de produits alimentaires à prix modique. Un système de partenariat entre les fermes et le grand marché alimentaire *Eastern market* est en place. D'un point de vue spatial, les pratiques alternatives abordent la problématique liée aux espaces vacants. L'occupation des friches par ces pratiques a aussi pour but de stabiliser des quartiers en déshérence. En effet la présence d'association redonne vie aux quartiers et contribue à maintenir la valeur des maisons et la population. La mobilisation et la refunctionalisation des friches donnent un paysage urbain plus agréable, incite les gens à rester et empêche la dégradation des prix de l'immobilier. La valeur immobilière est d'autant plus importante aux Etats-Unis que la société américaine vit à crédit et les biens immobiliers sont un facteur d'accès aux crédits et d'ascension sociale. De là, on comprend bien l'importance du maintien du prix de l'immobilier. Enfin, ces pratiques permettent de conserver un lien communautaire à l'échelle du *block* (pâté de maison).

2.2. Des pratiques alternatives « créatives » à Détroit ?

2.2.1. La créativité comme mode opératoire pour lutter contre la crise

La production est quelque chose de nouveau, c'est une dimension innovante, un acte par lequel un artiste produit une œuvre. Pourquoi analyser les pratiques selon cet angle ? Les territoires ou les édifices en ruines, ainsi que les friches, suscitent le plus de créativité : ils sont un terrain de jeu, de création et de concentration des idées innovantes et anti-crise. La ruine peut-être un atout pour lutter contre la crise.

Par exemple, la parution d'un ouvrage photographique sur les édifices en ruines et les maisons abandonnées ornementées par le *street art*, ou encore ces ruines qui sont aussi le lieu d'inspiration cinématographique : *Robocop* ou *8 Miles*. Elles sont aussi source de loisirs avec le projet de parc de loisirs sur le thème de *Zombieland*. En effet, la Michigan Central Station est l'un des endroits les

16^e Journée d'études Géo'rizon. Géographie des crises. Jeudi 24 avril 2014

plus photographiés ; l'ancienne gare de Detroit est libre d'accès et amène une nouvelle forme de tourisme spécifique à l'identité de la ville : le tourisme industriel. Le projet d'aménagement de parcours touristique a toutefois une forte dimension provocatrice puisqu'il muséifie la crise. Le discours créatif face à l'ampleur de la situation actuelle a pour finalité d'enrayer le déclin par des solutions innovantes.

2.2.2. La créativité artistique

Elle se traduit par exemple par le *Heidelberg Project*, musée à ciel ouvert 1986 par Tyree Guyton. Le but est de récupérer des objets et des matériaux dans la rue pour orner des maisons abandonnées (pneu, caddie, chaussures, peluches, sculpture, installations).

Cependant certaines initiatives sont critiquées comme étant de type *Ruin porn*. Certes, ces bâtiments suscitent une fascination esthétique et artistique mais le problème reste le type de diffusion qui finalement autorise une absence d'explicitation des mécanismes. Le beau au détriment du côté humain, ce qui décontextualise les problèmes subis. Aucune nuance géographique n'est apportée à l'espace qui subsiste, renforçant le cliché sur la ville en question : Dès lors est-ce que ce type de créativité artistique doit-il, en temps de crise, abriter un message social et positif ? L'art, bien que critiqué, est un maillon possible de reconstruction de la ville.

De là, on remarque de plus en plus une hybridation entre œuvre d'art et projet communautaire. Dans une ville aussi sinistrée, la crise est porteuse de solutions innovantes.

2.2.3. La créativité face à la crise : trouver des solutions innovantes pour le développement urbain futur

Do It Yourself est la devise qui caractérise le mieux la finalité des alternatives participatives qui propose la création d'objet de la vie courante avec des moyens artisanaux, souvent à l'aide des technologies de l'information et de la communication. Ce projet voit le jour par exemple au Mount Elliott Makerspace en 2011, censé être un lieu intergénérationnel, un projet éducatif où la créativité est utilisée comme catalyseur, favorisant l'entraide, la participation de la société civile. Il donne même lieu à une formation professionnelle, qui impulse le changement social dans une logique *bottom-up*. Ces projets ont pour but de développer un urbanisme innovant puisque la municipalité a les mains liées. Le but est de faire du neuf avec des espaces vacants. En effet, à Détroit, 93 000 parcelles sont en friches, et sont aujourd'hui le lieu de pratiques environnementales urbaines : espace vert, boisé, jardin partagé, agriculture urbaine, *greenway* (coulée verte), zone de récupération d'eau de pluie. Dans le *Detroit Future City* (plan urbain), les innovations revendiquent la création d'infrastructures et de réseaux écologiques : corridors et parcs créés avec peu de maintenance sans charge financière pour la ville ; les ruines peuvent être un atout et susciter une réflexion sur la capacité de la ville à être résiliente.

3. Vers une recomposition du modèle urbain états-unien?

3.1. De nouveaux modèles urbains pour rendre Detroit résiliente

3.1.1. Nouveau système et restauration du système

G. Djament-Tran et M. Reghezza-Zitt (2012) émettent trois solutions possibles quant à la résilience d'un système : sa disparition définitive, son maintien et sa bifurcation radicale. La ville de Detroit se situe entre le maintien et la bifurcation, comme en témoigne la nature des pratiques alternatives. La résilience est un concept nomade et transdisciplinaire, présent surtout dans la science du risque. Après un choc ou une catastrophe, elle mesure la capacité de redressement, de reconstruction et retour à l'équilibre d'une société donnée. C'est la capacité des systèmes socio-spatiaux économiques à se reproduire et à intégrer la perturbation. *A priori*, Detroit ne subit aucune catastrophe ni aucun aléa. L'aléa est ici lié à la crise protéiforme. Cependant, la temporalité vague de la crise pose la difficulté de définir un état d'équilibre. De l'Age d'Or de l'industrie automobile à la crise des *subprimes*, Detroit n'a cessé d'être dans une logique de croissance. Pour Detroit, la

16^e Journée d'études Géo'rizon. Géographie des crises. Jeudi 24 avril 2014

résilience revient à inverser cette logique de croissance via l'opportunité de tester un modèle alternatif en travaillant sur la durabilité, elle-même fondée sur l'inversion de la logique de croissance.

3.2. Une ville plus durable ? Detroit future city

Le plan urbain souhaite une ville plus dense, plus compacte et plus petite afin d'avoir des résultats efficaces. Il repose sur trois principes fondamentaux :

1- Les îlots de services urbains : Il n'est pas aisé à penser et à traduire concrètement sur l'espace parce que la municipalité évoque la possibilité de réduire le territoire urbain en créant des îlots de services urbains. Ce rétrécissement volontaire de l'espace est controversé et les habitants des quartiers peu peuplés ne veulent pas être déplacés. Cependant, le fait de compacifier la ville la rendrait plus durable puisqu'elle économiserait les ressources.

2- Une ville plus verte, qui serait fondée sur un discours et une organisation communautaire. Toutefois, les détracteurs de ce projet montrent que les initiatives environnementales ne permettent pas la création d'emplois ni le maintien de la population. En réponse, la formation de *green jobs* est initiée dans le but de créer une passerelle entre environnement et économie. De plus, l'option du verdissement reste un usage adapté à toute une partie du territoire. La trame verte dans le scénario prospectif dispose d'une consonance écologique et alimentaire.

3- Une ville plus citoyenne : la résilience serait fondée sur le développement participatif. Or, le risque est que cette décision soit à sens unique où l'habitant est soit otage, soit exclu face au plan urbain. La ville a été divisée en cinq zones (*civic engagement*), ce qui restaure la légitimité du pouvoir, et témoigne d'une volonté de répondre aux priorités des habitants. Le nouveau maire de Détroit, Mike Duggan, œuvre actuellement dans ce sens.

Conclusion

Détroit connaît une vraie crise protéiforme et structurelle qui appelle des réponses sur tous les fronts, alors que les moyens financiers sont absents et que la ville est en faillite. De même, certaines pratiques alternatives sont à la limite de la légalité, mais disposent de moyens modestes, avec des financements dépendant de fondations philanthropiques. Des problèmes de grande ampleur et de responsabilité pèsent sur la société civile. L'intérêt discursif sur la notion de résilience offre de nombreuses perspectives, mais quelle est leur pertinence opérationnelle ? Le plan urbain est innovant, mais il n'est pas totalement opérationnel pour mettre en œuvre de telles mesures. La dimension innovante de la créativité montre que le déclin n'est pas quelque chose de stérile et de forcément négatif. Ainsi, Détroit est le laboratoire de nouvelles pratiques pour penser de nouveaux modèles urbains aux Etats-Unis.

Questions

1. Le centre ville se revitalise-t-il et connaît-il des formes de gentrification malgré tout ?

Le secteur du bâtiment et de la construction est inexistant. La revitalisation passe plutôt par le retour de quelques commerces dans le centre-ville, notamment autour d'espaces attractifs comme l'université. Ces quartiers connaissent un processus de pré-gentrification avec l'arrivée de jeunes actifs attirés par le prix faible du foncier. Ils ouvrent des commerces dans les zones attractives de la ville. De même, les entreprises comme celle de Dan Gilbert s'investissent dans un processus de revitalisation : achat du foncier dans le centre et réhabilitation des bâtiments pour pousser certaines entreprises à s'installer à Detroit et répondre au manque d'emploi. Le DEGC, un rapport statistique qui insiste sur la croissance démographique du centre-ville, montre qu'elle est aussi sûre que d'autres villes états-uniennes. Le festival de techno Mouvement attire de la foule une fois par an. Quelques grands musées maintiennent le tourisme et deux quartiers résidentiels sont en marge du centre-ville : Mexican town et le quartier blanc sont le cœur de Détroit en train de se revitaliser.

16^e Journée d'études Géo'rizon. Géographie des crises. Jeudi 24 avril 2014

2. Quelle est l'offre musicale à Détroit ?

Beaucoup de groupes prestigieux viennent de Détroit, mais le Mouvement reste le festival notoire. Ce n'est pas une tendance particulièrement forte actuellement même si elle reste un pilier artistique important.

3. Quel est l'héritage de la culture automobile à Détroit ?

Avec le salon de l'automobile, le financement et ses retombées, il existe une rémanence de la culture automobile, qui est un élément identitaire important avec le tourisme de l'industrie automobile. Aujourd'hui, seules deux usines subsistent dans la ville, occasionnant 5 000 emplois, dont l'industrie Chrysler qui produit des véhicules hybrides, mais leur conception se fait en dehors de la ville.

4. Qu'en est-il de l'étalement urbain ?

La question du modèle urbain états-unien est différente du cas de Détroit. En effet, la ville ne connaît pas de remise en cause du modèle de l'étalement urbain, mais plutôt la conjonction imprévue liée au phénomène de crise. L'idée que le modèle économique est celui de la croissance est persistante. D'ici plusieurs décennies, il est possible d'envisager une certaine compacité du modèle urbain face à celui de l'étalement.

Compte-rendu par Camille BERGER, Master 1 STADE

Fukushima : le Japon dévasté après le tsunami

Rémi SCOCCIMARRO

Maître de conférences en langue et civilisation japonaises

Docteur en Géographie, Urbanisme et Aménagement

Université de Toulouse le Mirail - Département des Langues et civilisations étrangères

Introduction

Le 11 mars 2011, le Japon a connu une triple catastrophe : un tremblement de terre suivi d'un tsunami et une catastrophe nucléaire majeure sur le site électronucléaire de Fukushima, situé sur les côtes nord est de l'archipel. Pour les deux premières, la société japonaise vit l'après catastrophe alors que pour la troisième, celle-ci étant encore en cours, les Japonais doivent « vivre avec ». Cette triple catastrophe pose la question de l'aménagement et de l'occupation spatiale du bord de mer pour la société japonaise. Ces événements font également appel à des spécialistes de « l'infiniment grand » capables d'analyser le mouvement des plaques lithosphériques en questions comme à des spécialistes de « l'infiniment petit » pour appréhender et décrire au mieux les incidences de la catastrophe nucléaire et de la contamination par les radionucléides. Entre ces deux dimensions spatiales opposées se trouve la société japonaise.

Les présents travaux sont issus de 3 missions de terrain - de juillet à août 2011, deux missions en 2013 - et ne constitue qu'un état des lieux inachevé dans la mesure où les conséquences de cette triple catastrophe ne sont pas encore toutes apparues. Par ailleurs, les propos ne seront pas organisés en traditionnelles parties répondant à une problématique mais feront un état des lieux des travaux actuellement encore en cours de Rémi SCOCCIMARRO en suivant le déroulé du diaporama.

1. Le tremblement de terre et le tsunami ont principalement touché la région du Tôhoku

Tout d'abord, Rémi SCOCCIMARRO spatialise les impacts de cette triple catastrophe sur le territoire japonais. Il apparaît que les régions les plus affectées par le séisme et le tsunami sont celles situées au Nord-Est du Japon. « Tôhoku » signifiant le nord est en japonais. Pour être plus précis, c'est le Nord-Est du Nord-Est et plus spécifiquement les côtes qui ont été les plus impactées par les deux phénomènes naturels.

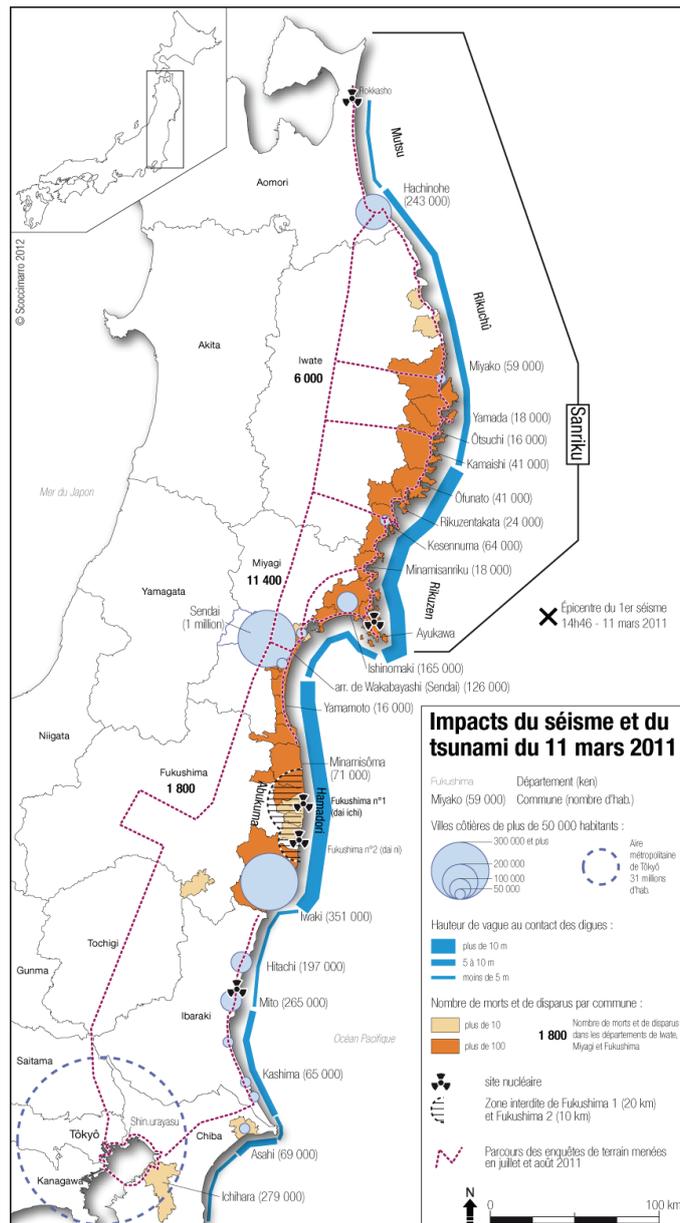
Ainsi, la catastrophe du 11 mars 2011, plus que d'être liée au séisme est due à l'impact dévastateur du tsunami sur les côtes. Le nombre de morts suite au tremblement de terre et au tsunami est estimé à 19 000. A titre de comparaison, le nombre de morts et de disparus suite à celui de 2004 en Asie du Sud-Est s'élève à 267 419 morts.

C'est sur la bande côtière du « *Sanriku* », composée de communes de petite taille (environ 50 000 habitants, des « petits village » à l'échelle du Japon), que les dégâts ont été les plus importants. On estime ainsi qu'entre 10 et 15 % de la population est morte suite au tremblement de terre et au tsunami qui s'en est suivi. La région du Tôhoku comprend 3 départements et il peut être comparé à celui de la Corrèze en France concernant les flux migratoires. En effet, on observe une dé-densification de cette région au profit des « *super-mégalopoles* » des aires urbaines de Tokyo et de Nagoya. Les dommages matériels et humains ont plus lourdement affectés cette marge du

16^e Journée d'études Géo'rizon. Géographie des crises. Jeudi 24 avril 2014

territoire japonais. C'est aussi une marge économique : le PIB est près de 2 % plus faible que sur celui du pays, c'est le Japon de la riziculture en opposition à celui du secteur tertiaire et des nouvelles technologies des aires urbaines. C'est enfin une marge sociale, car c'est le Japon collectif, de la communauté et c'est également le territoire du Japon pour lesquels le taux de suicide est le plus fort, suite au délitement des liens sociaux et à la faible densité de population qui entraîne l'isolement de certaines personnes.

Rémi SCOCCIMARRO s'est attaché à comprendre pourquoi dans une société avec une culture du risque très élevée, ces phénomènes naturels ont fait autant de morts.



© R. Scoccimarro.

2. Le département de Fukushima

Au Japon, il existe un gouvernement élu au suffrage universel par département. Cet échelon administratif possède de nombreuses compétences aux champs d'actions très larges. Ce type de découpages administratifs s'explique par la peur qu'a la société japonaise d'un Etat central qui serait fort tel que ce fut le cas durant la seconde guerre mondiale. Comme le reste du Nord est, le département de Fukushima dispose d'un PIB inférieur de 2 points à celui du reste du pays. Par ailleurs, c'est une région très fortement exposée aux aléas sismiques.

3. Le tsunami : fonctionnement, moyens de défenses et dégâts

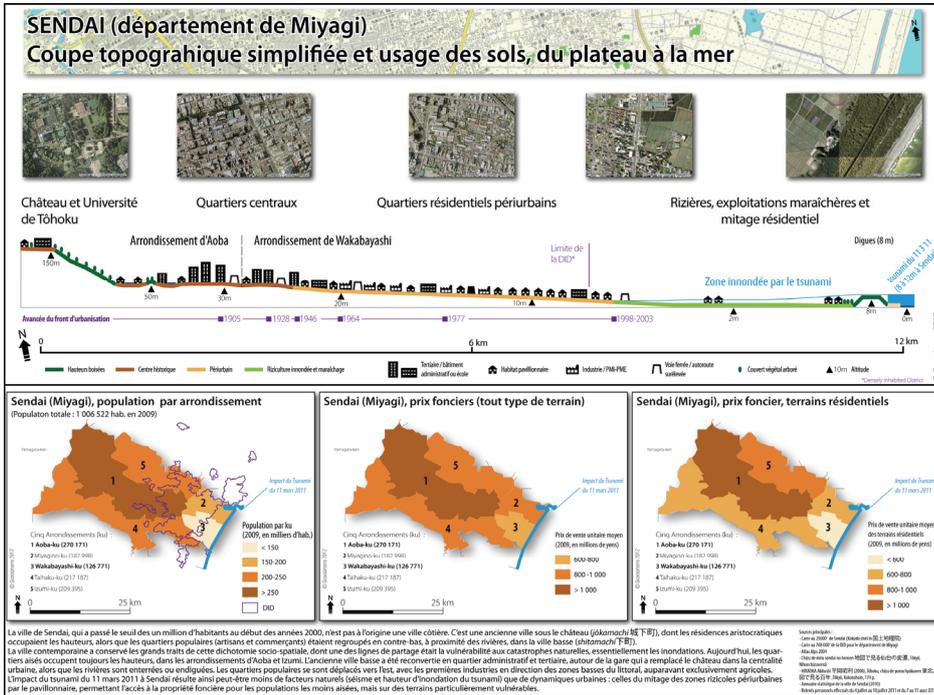
Le tsunami est un phénomène de déplacement de grande quantité d'eau provoqué par le brusque mouvement de plaques lithosphériques. C'est un phénomène naturel assez courant suite à des séismes ayant leur épicentre en mer. On distingue deux variables quand on parle de tsunami : l'onde de la vague qui correspond à la distance en km à partir de l'épicentre du séisme où vont se ressentir les effets de la vague (on parle alors en centaines de km) et la hauteur de la vague (en mètres). Une lame d'eau de seulement 30 à 40 cm de hauteur se déversant sur une zone côtière suffit à provoquer la mort, notamment à cause des

nombreux débris charriés par la puissance de l'eau. La hauteur d'inondation est appelée « *shinsuishin* » en japonais et la hauteur de la vague « *sajodaka* ».

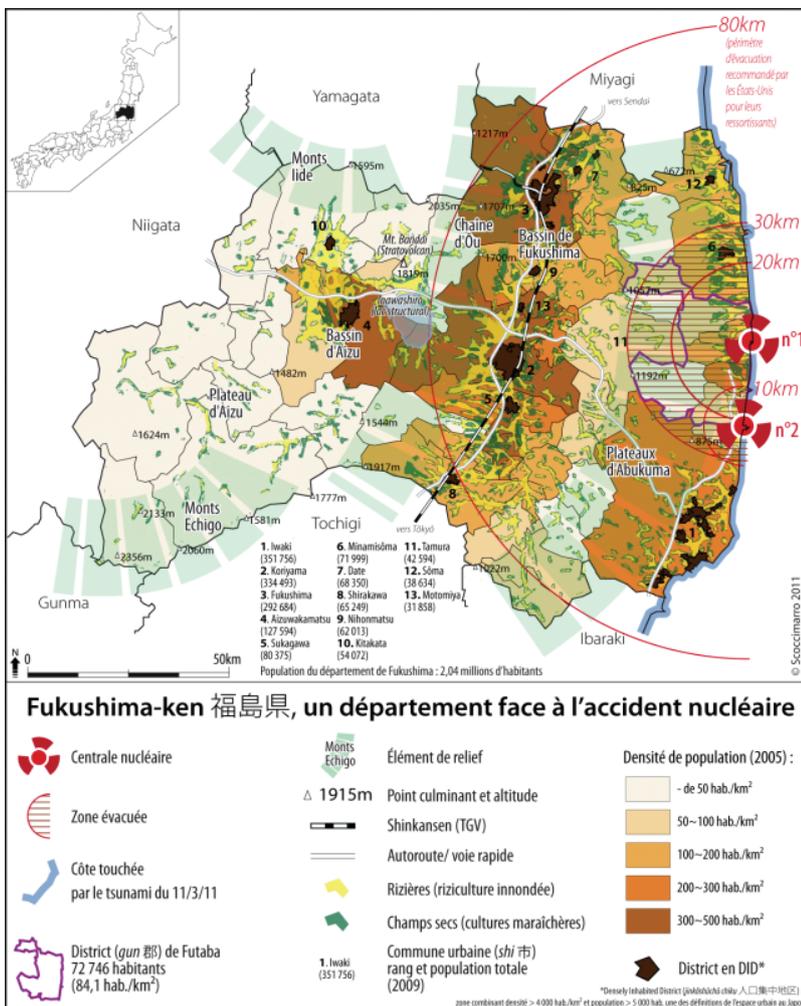
L'impact d'un tsunami ne sera pas le même si la côte est sensiblement plate ou si celle-ci possède rapidement du relief. De même, la présence ou non de côte rectiligne ou découpée va impliquer des comportements de la vague différents. Ainsi sur la côte du Sanriku, les nombreuses rias ont fait office de grands chenaux canalisant l'onde et la puissance du tsunami, en démultipliant alors la force destructrice. Paradoxalement, sur les côtes à reliefs, la fuite vers les points en hauteur

16^e Journée d'études Géo'rizon. Géographie des crises. Jeudi 24 avril 2014

est plus aisée alors que le long des côtes plates aux points hauts peu nombreux, la fuite vers des points hauts est beaucoup moins aisée. Le dernier tsunami meurtrier au Japon date du 2 mars 1933 et avait fait 3 000 morts.



© R. Scoccimarro.



© R. Scoccimarro.

Dans le domaine des aléas et risques naturels, les géographes distinguent deux moyens de protection : les protections passives et les protections actives. Les premières se traduisent par des stèles commémoratives pour se prémunir des tsunamis, qui existaient de même que des cartes de simulation des inondations (hauteur et temps d'arrivée) qui sont distribuées par les autorités aux habitants des zones à risques. Par ailleurs, les zones côtières sont marquées de nombreuses indications (direction et temps d'accès) des zones refuges où les habitants sont censés se réunir en cas d'alerte au tsunami. Les protections actives, quant à elles, permettent d'agir directement sur le phénomène naturel. Dans ce domaine, le Japon a fait dans les années 1950, en pleine croissance, le choix de la bétonisation des côtes

16^e Journée d'études Géo'rizon. Géographie des crises. Jeudi 24 avril 2014

par l'intermédiaire des mers de tétrapodes, des digues anti-tsunami suivant le modèle suivant : les villages nouvellement construits étaient installés derrière les digues et une mer de tétrapodes devant celle-ci. Des liens parfois obscurs entre hommes politiques locaux et nationaux et entreprises du BTP peuvent expliquer en partie la sur-utilisation des tétrapodes et des digues en béton comme seul moyen de défense active.

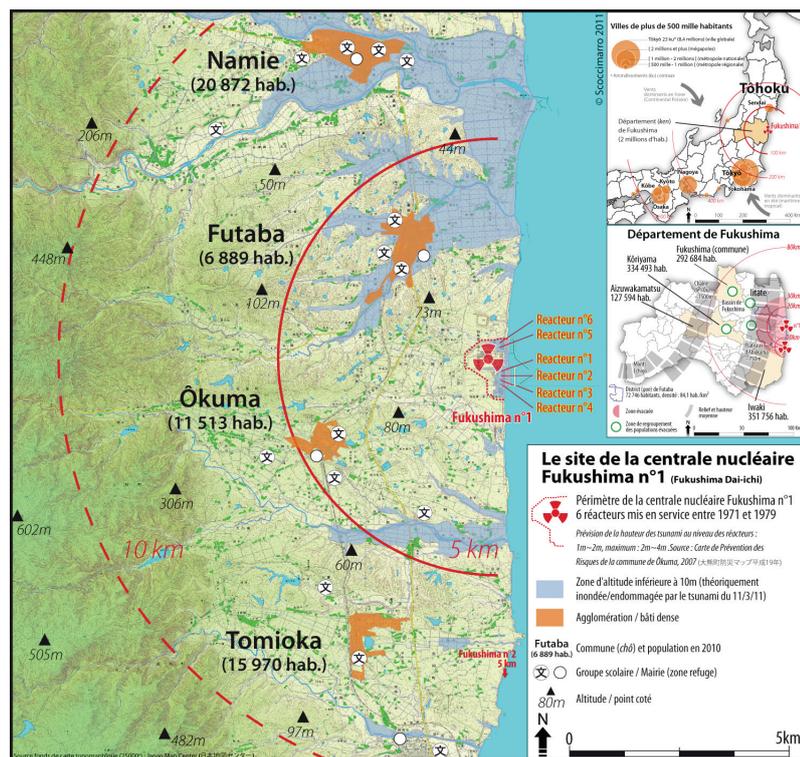
Le séisme qui frappa le Nord-Est du Japon fut de magnitude 9 sur l'échelle japonaise qui comptait jusqu'alors seulement 7 échelons. Le séisme en lui-même ne créa pas énormément de dégâts hormis des phénomènes de liquéfaction du sol, l'explosion d'une usine de stockage de gaz dans la baie de Tokyo et l'arrêt automatique des cœurs de réacteurs des centrales japonaises affectées. Sur les côtes, un phénomène important de subsidence abaissa le niveau de certaines côtes jusqu'à 1,20 m. Puis, suite à cet abaissement et 25 minutes après les premières secousses, le tsunami frappa les côtes nord est du Japon. Paradoxalement, les cartes prévisionnelles d'inondation ont bien joué leurs rôles et les zones inondées correspondaient à peu près aux prévisions et aux zones inondées lors du dernier tsunami d'ampleur (1933). Or, entre 1933 et 2011, de nombreuses digues ont été érigées le long des côtes Nord-Est du Japon. Existe-t-il une coproduction de la catastrophe, notamment en aménageant les bâtiments publics les plus vulnérables (hôpitaux, écoles, centres de secours, maisons de retraite) à proximité des ouvrages de protection ? On observe un phénomène de descente générale des activités humaines en bordure des côtes, là même où les aléas liés au tsunami sont les plus forts : les urbanistes parlent alors « *d'urbanisme sous la digue* ». Or, les digues, en plus d'avoir été dépassées par la hauteur de la lame d'eau, produisent un effet pervers : elles retiennent le ressac du tsunami et accentuent ainsi l'inondation des côtes.

4. Le nucléaire au Japon : 1955 - 2311 ?

Plus que de répondre à de réels besoins énergétiques ou à une attente de la part des Japonais, la filière électronucléaire japonaise a été imposée sans aucune consultation des citoyens et relève plus de choix technico-industriels. Le Japon est le pays le plus efficace en terme de PIB au regard de la quantité d'énergie produite. Le nucléaire représente 29 % de l'électricité japonaise et 15,5 % au regard de la production d'énergie primaire. Le Japon est un pays qui présente en matière énergétique une combinaison peu commune : il est à la fois sur nucléarisé mais également sur-

carboné.

© R. Scoccimarro.

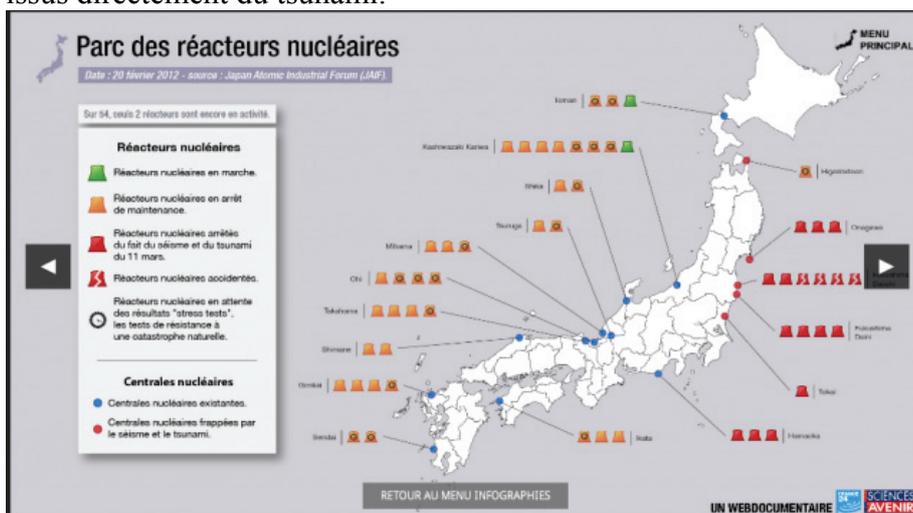


La majeure partie de l'électricité japonaise est produite au nord est de l'archipel (« *Champs-Élysées du nucléaire* »). La centrale de Fukushima Dai-ichi comprend 4 réacteurs (2 construits par *General Electric*, 1 par *Toshiba* et 1 quatrième par *Hitachi*). Cette centrale était ceinturée par une digue de 3 à 6 mètres. Or la hauteur d'inondation fut de 12 m, quand la hauteur de la vague du tsunami a atteint 20 m. La vague ne fut pas en elle-même destructrice et la catastrophe fut provoquée par une défaillance de conception criante : le fait que le bloc des générateurs de

16^e Journée d'études Géo'rizon. Géographie des crises. Jeudi 24 avril 2014

secours soit situé en zone inondable. Il y a eu de la part de l'opérateur du site (TEPCO) une réelle volonté de ne pas vouloir prendre en compte les risques réels encourus par un tel aménagement en bord d'une des failles océaniques les plus actives du monde...

Le territoire japonais se trouve actuellement « amputé » suite aux retombées radioactives. Ces dernières ont entraîné une stigmatisation « sociale » des personnes issues des territoires contaminés. Ainsi, si les autorités n'ont pour le moment pas reconnu un seul décès directement dû à une irradiation ou contamination, l'impact de la catastrophe nucléaire est bel et bien social. Le relogement des réfugiés entraîne un éclatement des communautés sociales et pose la question du devenir des habitants déplacés. Rémi SCOCCIMARO estime que dans le département de Fukushima, le nombre de décès suite aux déplacements de population est plus important que ceux issus directement du tsunami.



Le parc nucléaire japonais après le 11 mars 2011. ©France 24, Science&Avenir.

Conclusion : mythes et réalités du retour des populations ?

Le secteur économique de la décontamination des territoires (qui reste bien hypothétique et titanesque à mettre en place) capte la majorité des fonds gouvernementaux alloués à la reconstruction post-catastrophe dans le département de Fukushima. Pour l'intervenant, le calfeutrage est un mythe quand à l'éventuelle protection contre les radionucléides car celles-ci s'immiscent partout au fil du temps. Suite à la catastrophe, le territoire du Nord-Est perd encore plus d'habitants qu'avant 2011. De même, le nombre de mariages diminue. Par ailleurs, la décontamination pose la question de qui « traite » les déchets, quel territoire les reçoit et pour combien de temps ?

Les réponses des sociétés japonaises à la triple catastrophe du 11 mars 2011 ne sont pas, pour Rémi SCOCCIMARO, adaptées à un renouvellement de celle-ci dans le temps. On construit des digues encore plus hautes (15 m, la plus haute du monde), les opérateurs de centrales électronucléaires souhaitent redémarrer les cœurs de réacteur, souvent contre l'avis des populations locales. Quelle date et quel lieu pour le prochain tsunami d'ampleur ?

Compte-rendu par Etienne JOBARD, Master 1 STADE

**Port-au-Prince, ville martyre :
La capitale haïtienne au lendemain du séisme (2010) et du cyclone (2012)**

Sébastien HARDY
Chargé de recherches, IRD

Introduction : Port-au-Prince : expliquer le terme de crise dans le cadre de la capitale haïtienne

Pour engager son intervention, Sébastien HARDY commence par donner quelques définitions, comme celle de risque : Il y a risque seulement lorsqu'il y a perte susceptible d'éléments auxquels on attache de l'importance (Un séisme en plein désert n'atteint personne, donc ce n'est pas un risque). Un risque peut être défini comme une interaction d'aléas et de vulnérabilités. L'aléa est un phénomène, un événement qui déséquilibre un système. Un aléa peut être aussi bien physique (par exemple un séisme) que social (une famine, des maladies). Un risque peut générer une crise, c'est-à-dire une situation de catastrophe, pouvant occasionner des pertes humaines ou matérielles, lorsque l'aléa n'est pas maîtrisé. Cependant, la gestion d'une crise nécessite des moyens humains, logistiques et matériels comme des secours, des hébergements, des stocks d'alimentation, des soins, etc.

Il est donc nécessaire de trouver des moyens d'organisation pour gérer la catastrophe. A Haïti, afin de tenter de gérer la crise, une défense civile a été mise en place, ainsi qu'une tentative de créer un réseau coordonné entre les acteurs (par exemple, pour réparer les infrastructures endommagées au plus vite). On constate que cette organisation fonctionne mal lors des catastrophes, en effet, ce système manque de préparations et n'est pas assez fort pour faire face aux situations anormales que sont les crises.

Dans celles-ci, le programme PACIVUR (Programme Andin de recherche et de formation sur la Vulnérabilité des Risques en milieu urbain), programme régional de l'IRD issu du CNRS, est amené à apporter des solutions concrètes pour une meilleure gestion des crises, sous l'angle de la cartographie et de l'analyse des relations spatiales.

La situation actuelle de crise permanente d'Haïti et de sa capitale (Port-au-Prince) amène à nous interroger sur la pertinence de l'approche géographique et de ce qu'elle peut apporter : Qu'est-ce que la géographie peut apporter à la notion de crise ? Quel est l'intérêt d'une géographie des crises ? Comment établir une géographie des crises ?

1. L'agglomération de Port-au-Prince et les crises

1.1. Des catastrophes récentes, médiatisées

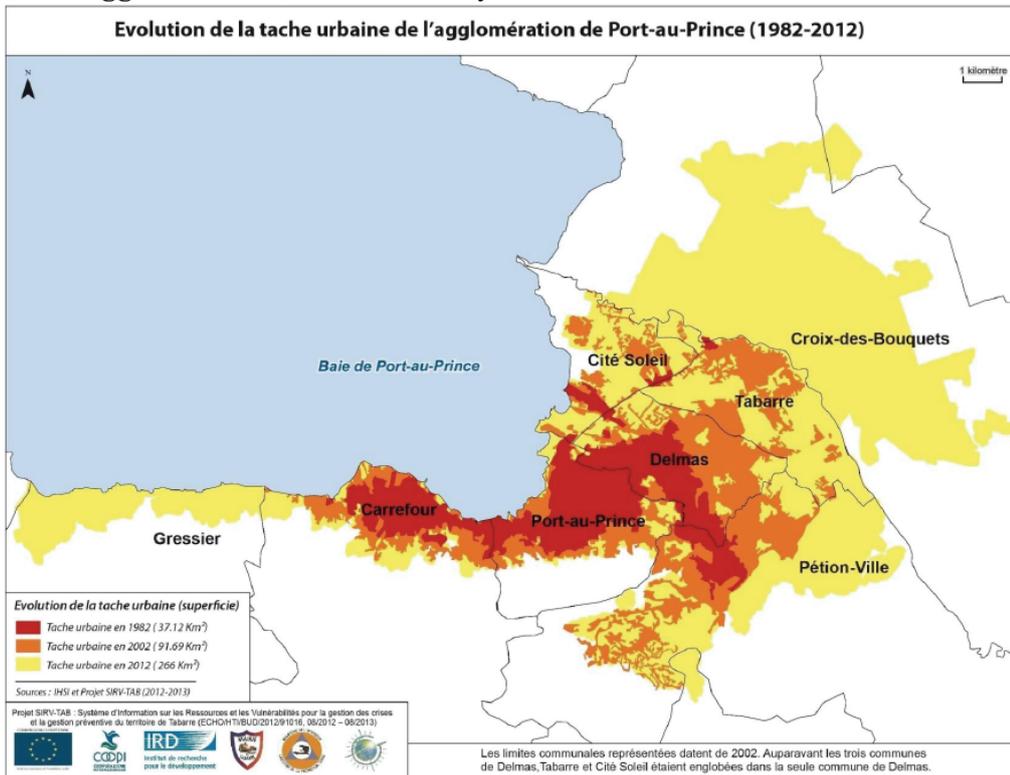
Le séisme du 12 janvier 2012, de magnitude 7 et d'intensité VIII a frappé la capitale. La même année au mois de novembre, l'ouragan Sandy a également dévasté Port-au-Prince. Beaucoup d'images ont circulé sur la capitale et ont permis aux catastrophes d'être bien relayées par les médias. En effet, les dégâts sont considérables : dans le cas de l'ouragan Sandy, les précipitations ont été très fortes, sans doute dues à la situation insulaire d'Haïti, ce qui a provoqué des inondations, allongeant alors la durée de l'aléa.

16^e Journée d'études Géo'rizon. Géographie des crises. Jeudi 24 avril 2014

1.3.... dans un pays très pauvre

Cependant, Haïti reste un pays très pauvre, et donc très peu résilient (capacité de la ville à s'adapter à une situation en évoluant) face aux catastrophes car disposant de très peu de moyens. En effet, en moyenne, 76 % de la population vit sous le seuil de pauvreté, 34 % seulement ont accès à l'eau potable ; l'espérance de vie est seulement de 51 ans avec une mortalité infantile d'environ 12,2 % (contre 0,37 en France). Enfin, l'accès au soin est très limité avec seulement 2 médecins pour 10 000 habitants ! Avant même la catastrophe de 2010, le pays tout entier était déjà en crise.

1.4. L'agglomération, une ville martyre ?



© S. Hardy.

Avec des catastrophes récurrentes et une situation de pauvreté généralisée, l'agglomération de Port-au-Prince est au centre des problèmes. On constate en effet une urbanisation très rapide de Port-au-Prince depuis 30 ans, car dans un pays politiquement très instable, la population a cherché la stabilité en s'implantant dans la capitale. Cependant, la ville s'est presque « auto-construite », c'est-à-dire trop vite, sans réflexion globale à l'échelle de la ville et donc sans plan d'aménagement ; une grande partie des habitations ne sont donc pas reliées aux services publics, à l'eau potable, l'électricité ou bien aux eaux usées. Les bâtisses de fortune s'entassent sur des terrains parfois instables, à forte déclivité, ce qui accroît la vulnérabilité de ses populations en cas de catastrophe : S. HARDY montre alors une photographie de ces bâtisses, vulnérables à de fortes pluies : les ruissellements sur les pentes de la ville peuvent en effet occasionner des dommages importants aux habitations, construites sans systèmes de drainage des eaux.

2. Méthodologie : la géographie des crises à Port-au-Prince

A quoi l'outil géographique peut donc être utile dans la situation actuelle de Port-au-Prince ? Chercher à comprendre la crise avec l'œil du géographe revient à tenter d'établir des relations spatiales efficaces au sein de la ville pour aider la capitale à retrouver une situation « normale », voire mieux, lui fournir des outils performants afin de l'aider à gérer la crise.

2.1. Le projet de recherche PACIVUR

16^e Journée d'études Géo'rizon. Géographie des crises. Jeudi 24 avril 2014

Le programme PACIVUR est donc un projet de l'IRD coordonné à l'aide du CNRS qui a pour objectif l'analyse des dimensions spatiales de la gestion des situations de crise, en identifiant les « ressources » essentielles à cette gestion d'une crise et en analysant leurs vulnérabilités. Cette approche est géographique, car elle repose sur l'hypothèse que la gestion d'une situation de crise consiste à mettre en relation des espaces affectés par une catastrophe et des espaces sur lesquels se situent les ressources qui permettent de gérer cette situation. L'identification, la cartographie et l'analyse des relations spatiales et fonctionnelles entre ces deux types d'espaces sont donc nécessaires à la préparation aux situations d'urgence. Cependant, cet aspect n'est qu'une partie du programme, ce dernier cherche en effet à coordonner les acteurs locaux et internationaux pour offrir des réponses rapides et efficaces face aux catastrophes. Le programme PACIVUR est donc en relation avec des partenaires opérationnels comme les entreprises locales et les pouvoirs publics afin d'obtenir des réponses concrètes.

2.2. *Penser la situation de crise en termes spatiaux*

L'analyse spatiale pour gérer une crise revient à identifier deux types d'espaces construits : l'espace vulnérable, c'est-à-dire susceptible d'être durement frappé par une catastrophe et ayant donc des besoins. On lui oppose l'espace ressources, c'est-à-dire celui capable de répondre à ses besoins en cas de crise. L'objectif est donc de les identifier pour les mettre en cohérence le mieux possible lors de crises, afin d'être plus efficace. Peut-être est-ce ce qui forge la particularité de la « géographie des crises » ?

2.3. *Etablir des données nécessaires au projet de recherche*

Les données nécessaires à la mise en place de ces programmes de gestion sont classées en plusieurs catégories. D'abord, celle des besoins : Haïti et sa capitale étant en état de crise permanente, cette catégorie concerne la population presque toute entière. Ensuite, celle des problèmes : les données à identifier concernent les aléas (leur ampleur et leur fonctionnement), la vulnérabilité du bâti (l'état actuel, leur fragilité, leur capacité de résistance à de futurs aléas), l'accessibilité (l'état des routes et des moyens de communication). Enfin, celle des ressources : ces données concernent les premiers secours, les hébergements, les soins d'urgence ou encore la gestion des déchets, tout ce qui est disponible sur un espace, et susceptible de servir à d'autres en cas de catastrophe. Ces données sont considérées comme des données de base, c'est-à-dire vitales à Port-au-Prince, étant donné la situation actuelle.

2.4. *Collecter les données nécessaires*

Afin de collecter des données, beaucoup de conventions et de partenariats sont mis en place, par exemple avec les hôpitaux, afin de connaître le nombre de lits, leur approvisionnement en médicaments, le nombre de médecins, leur disponibilité. Cette approche nécessite d'être croisée avec la collecte de données directement sur le terrain.

Sébastien Hardy parle de la difficulté à obtenir des données, de la barrière des langues nécessitant le recours à des intermédiaires et donc des personnes portant un regard différent sur ces dernières. Souvent, les enquêteurs obtiennent seulement des données partielles, car elles sont compliquées à obtenir : la ville est dévastée et désorganisée, il faut souvent remonter jusqu'aux sources de production qui ne diffusent pas toujours leurs données.

2.5. *Système d'Information Géographique (SIG)*

Les données collectées sont ensuite rentrées dans un SIG (Système d'Information Géographique) logiciel permettant de les cartographier et les géoréférencer par rapport à la ville de Port-au-Prince ; par exemple, la cartographie SIG de Port-au-Prince permet la modélisation des réseaux, et de leur disponibilité (ex : télécommunication), donc d'avoir une vision globale sur l'organisation de la capitale et a posteriori de faire des choix dans les investissements et donc, dans

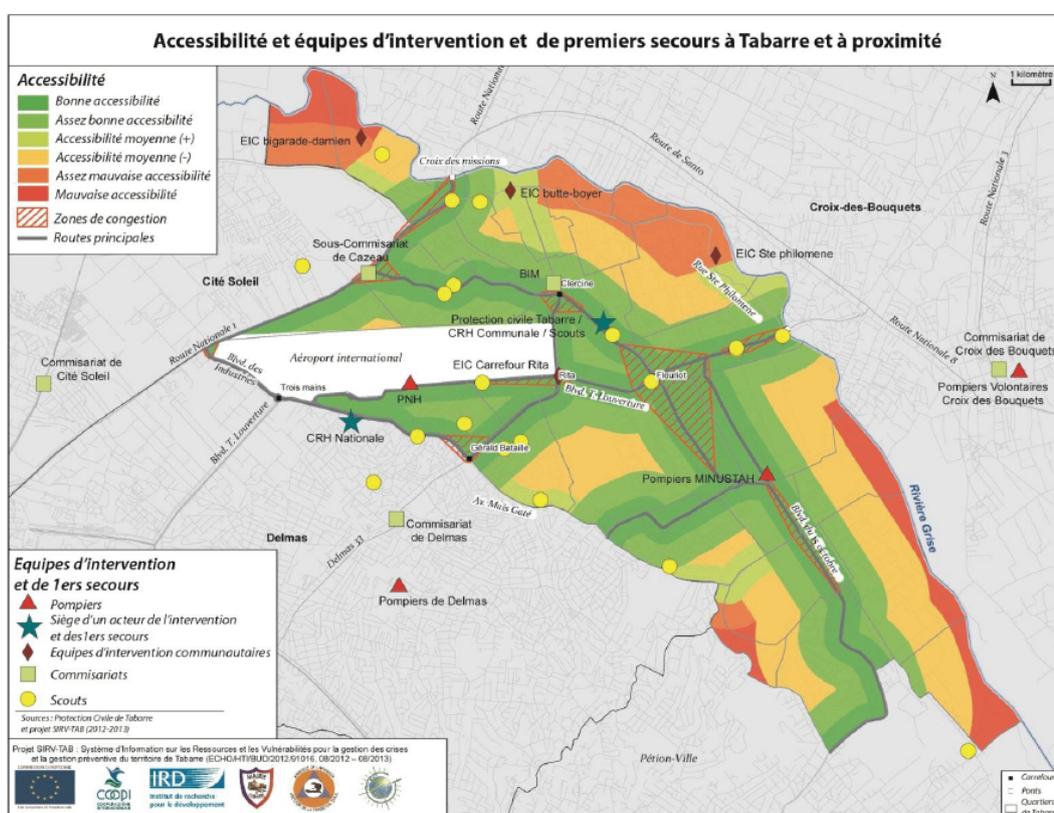
16^e Journée d'études Géo'rizon. Géographie des crises. Jeudi 24 avril 2014

la gestion de la catastrophe. S. Hardy démontre ici que la cartographie doit devenir un outil majeur d'aide à la décision en cas de crises.

3. Géographie des crises à Port-au-Prince : gestion des ressources

3.1. Cartographier les ressources

Les données rentrées dans le SIG concernent par exemple les ressources : leur localisation, leur facilité d'accès - ou non ; dans le cadre du programme PACIVUR, les scientifiques ont cartographiés les ressources dites des « premiers secours » dans la ville de Port-au-Prince, et les ont ensuite classés par niveau de secours. Par l'intermédiaire de la cartographie SIG, ces données sont croisées avec celles des aléas ce qui permet d'en déduire la vulnérabilité des ressources face aux aléas. En croisant ces données avec par exemple l'état des moyens de communication, la cartographie permet d'obtenir une estimation des capacités d'intervention si une crise survient.



© S. Hardy.

3.2. Penser la gestion de la crise à différentes échelles

Cartographier la crise, c'est-à-dire la spatialiser selon plusieurs échelles, permet d'évaluer les ressources pour mieux les redistribuer, selon les besoins et les ressources, à l'échelle de la ville ou des quartiers de la ville.

Sébastien HARDY prend l'exemple de Tabarre : ce quartier a été identifié par la cartographie SIG comme un centre majeur pour les ressources en eau : la mise à disposition d'un tel outil permet a posteriori la mise en place de stratégies d'investissement concernant l'eau sur Tabarre afin de pourvoir en eau la capitale lors d'une catastrophe.

De même, en fonction d'indices de vulnérabilité affichés sur un SIG, on peut estimer les meilleurs lieux pour l'implantation d'hôpitaux.

Ces derniers devraient être implantés hors des zones à risque, mais tout en restant proches des voies de communication afin que les population puissent y accéder facilement ; l'objectif étant de créer des interactions efficaces entre les communes en cas de crise.

16^e Journée d'études Géo'rizon. Géographie des crises. Jeudi 24 avril 2014

Un autre exemple est celui de l'interaction entre eau et énergie : mieux corrélés les deux, en utilisant la cartographie SIG, permettrait de gérer l'énergie et de contrôler la ressource en eau consommée par les grandes industries privées notamment lors de forages.

4. Applications

Faciliter les opérations de préparation et la gestion de crise

La cartographie SIG à Port-au-Prince a pour objectif d'être une aide à la décision en cas de crise, il est donc important que ces informations soient diffusées pour que les pouvoirs locaux prennent part à la gestion de la catastrophe avec l'aide internationale. La cartographie permet aux décideurs d'identifier rapidement les problèmes et de trouver les solutions les plus efficaces. (<http://sirv.tabarre.ht>).

Mettre en relation les acteurs, renforcer les capacités des institutions impliquées dans le projet

A terme, il semble essentiel qu'il y ait un partage des données entre les acteurs publics et privés, entre les acteurs haïtiens et internationaux afin de combler les manques de données de la cartographie actuelle de Port-au-Prince et donc de pouvoir pleinement répondre aux situations de crise. Sébastien HARDY insiste bien sur cette nécessaire coopération entre les acteurs, au centre de la notion de géographie des crises.

Conclusion : Vulnérabilité

S. Hardy termine son intervention par la notion de vulnérabilité, c'est-à-dire la capacité de réponse d'un espace peuplé à un aléa, et montre que cette notion est fortement liée à la gestion des ressources et au bien-être de la population.

Tout l'enjeu de la vulnérabilité de Port-au-Prince est donc celui de l'adéquation entre ressources et besoins et en ce qui concerne les ressources en eau, de la relation entre Tabarre et le reste de l'agglomération.

La cartographie SIG en zone de crise n'est donc qu'un outil devant à terme servir à établir un plan d'action, c'est-à-dire mettre en cohérence l'ensemble du territoire, à plusieurs échelles pour déboucher au plus vite sur des plans d'action efficaces et durables face aux futures crises.

Questions

- 1. Quelle est la pertinence de l'intervention du programme PACIVUR et l'efficacité de telles mesures étant donné qu'actuellement les populations meurent de faim et manquent de soin, autrement dit ne faudrait-il pas plutôt leur apporter des vivres et des médicaments plutôt que des cartes ?**

Il est évident que la population meurt de faim et que cette situation nécessite du soutien immédiat, mais l'approche géographique de la crise, qui permet d'envisager les futures catastrophes à long terme, afin que la situation, à défaut de s'améliorer, n'empire pas ; dans le cas d'une crise, il faut à la fois intervenir à court terme, mais aussi à long terme afin que les efforts ne soient pas vains.

- 2. Les études menées pour le quartier de Tabarre ont-elles été également réalisées dans les autres quartiers ?**

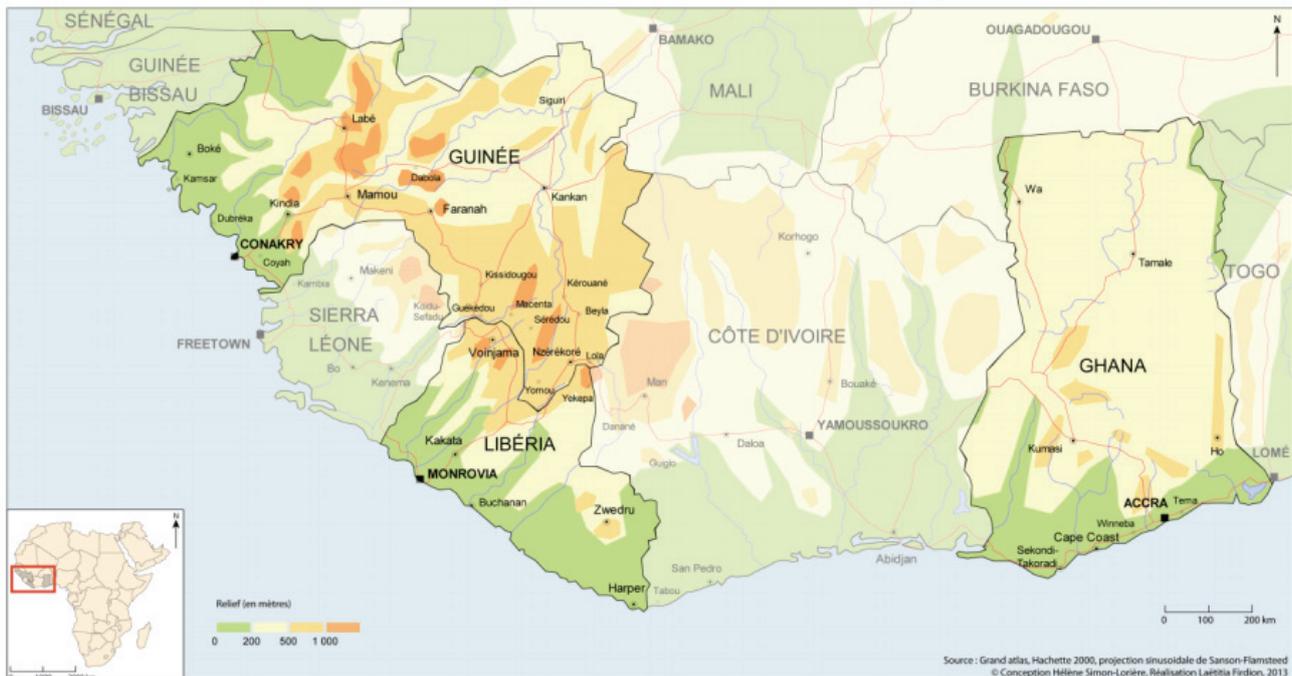
Pas tout à fait, par manque de temps, le choix de nous recentrer pour le moment sur Tabarre est néanmoins stratégique, car l'eau reste une ressource primordiale : beaucoup de quartiers sont dépendants de Tabarre et par l'intermédiaire de l'eau, on découvre d'autres interdépendances que l'on peut alors spatialiser sur SIG.

Migrations de crise et crises de l'asile, expérience d'exil des réfugiés libériens en Guinée et au Ghana (1990-2010)

Hélène SIMON-LORIERE
docteure et ATER, Université de Paris IV Sorbonne

Introduction

Hélène Simon-Lorière travaille sur la notion de crise à travers les migrations et l'exil de réfugiés libériens dans les Etats de la Guinée et du Ghana. Son étude se base sur la période 1990 à 2010. La crise s'entend ici comme un dysfonctionnement politique qui entraîne des déplacements de population. Pour comprendre ces phénomènes, elle a procédé à des enquêtes à Conakry en Guinée et Accra au Ghana. Cette carte présente les trois Etats concernés par cette étude.



Réalisation : Hélène SIMON-LORIERE, 2013

Les réfugiés du Libéria sont issus d'un pays anglophone de petite taille d'Afrique de l'Ouest qui a connu un long conflit civil dans les années 1990. Cet Etat a souffert de deux guerres civiles entre 1989 et 1996 et entre 1999 et 2003. L'AFL (Forces Armées du Libéria) et de nombreuses factions de civils ont été à chaque fois mêlées aux conflits. Ces guerres ont entraîné le déplacement forcé des trois quarts de la population du pays. Le déplacement forcé est entendu ici comme le déplacement interne de personnes à l'intérieur du pays, mais aussi la fuite en dehors des frontières pour se réfugier dans d'autres Etats. Les Libériens sont peu nombreux à avoir le statut juridique de « réfugiés politiques ».

16^e Journée d'études Géo'rizon. Géographie des crises. Jeudi 24 avril 2014

La Guinée, au nord, est un pays frontalier du Libéria. Les deux espaces de recherche d'Hélène Simon-Lorière sont des capitales proches du Libéria, ayant accueilli une part de réfugiés très importante. Cependant leur accueil et la prise en charge de ces réfugiés ne s'est pas faite de la même manière dans chacun de ces Etats.

La Guinée a accueilli le plus grand nombre de réfugiés libériens et sierra léonais, environ 1 million. Le pays compte une dizaine de millions d'habitants. Ce pays est une ancienne colonie française, donc francophone. Cependant les réfugiés retrouvaient des liens linguistiques à travers des dialectes locaux transfrontaliers. Ces proximités linguistiques leur ont permis de mieux réussir leur intégration, car il existait un même lien culturel et parfois familial.

La Guinée reste instable politiquement et socialement. Il connaît une crise politique depuis que son ancien président est décédé en 2008 et qu'il a été touché par un coup d'Etat venant d'un militaire. En 2010, des élections ont été organisées afin de rétablir une organisation politique plus stable. De plus, le pays est touché par la crise sanitaire du virus Ebola.

Le Ghana, ancienne colonie britannique, n'est pas à proximité du Libéria, cependant il a accueilli entre 20 000 et 50 000 réfugiés. La langue officielle du Ghana, ancienne colonie britannique, est l'anglais, mais les Ghanéens communiquent beaucoup par leurs langues nationales également, que les Libériens ne connaissaient pas (mais qu'ils ont pu apprendre). Les deux peuples ont toutefois en commun l'anglais - avec des différences d'accent et de vocabulaire bien sûr. Le Ghana est un pôle migratoire attractif. Il existe de nombreuses circulations migratoires entre Ghana et Côte d'Ivoire (malgré la différence de langue officielle)

Méthodologie de recherche

L'ensemble des entretiens a été réalisé en anglais. Il s'agissait d'enquêtes qualitatives, complétées par la consultation de recherches antérieures sur les lieux d'enquête. La presse était difficile à exploiter, car elle est très contrôlée par l'Etat. Néanmoins, cela permet de se rendre compte de la manière dont les réfugiés sont représentés par la presse. Il a été difficile de rencontrer des réfugiés ; à Accra, ils se trouvaient dans un camp, mais à Conakry il n'y avait pas de camps, il fallait donc les distinguer parmi la population locale. La méthode boule de neige a été efficace, il suffisait de trouver une personne qui connaît un autre réfugié, qui en connaît un autre, etc. La thèse s'appuie sur les réseaux sociaux des individus, au sens sociologique et non au sens commun que le terme a pris aujourd'hui.

Le discours s'appuie sur des notions provenant du HCR (Agence des Nations Unis pour les réfugiés). L'objectif de cet organisme est de réintégrer les réfugiés dans leur pays d'origine et de leur proposer des solutions durables pour les aider à vivre en sécurité. Les termes du HCR pour désigner ces solutions sont : « rapatriement volontaire », d'« intégration locale » et de « réinstallation ».

Cette conférence présente deux aspects, les migrations de crise puis une présentation de ces crises à travers les relations entre les réfugiés, la population locale et les autorités.

I. Des migrations de crise

Les migrants libériens sont des migrants forcés par une crise politique, dont la migration est une forme d'adaptation, une réponse et une forme de résilience.

On assiste à une forme de déterritorialisation puis à une reterritorialisation. Ainsi apparaît la notion d'ancrage d'une personne dans un lieu. Il entretient des relations avec son lieu d'origine mais surtout avec son lieu d'installation. La notion de résilience comprend le fait que l'individu est capable d'intégrer les perturbations engendrées par le changement de son lieu de résidence.

Le conflit civil libérien comprend deux phases : une première guerre civile (1989-1996) puis une deuxième guerre civile (1999-2003). Cette première guerre civile prend ses racines dans un précédent coup d'Etat, celui de 1980 qui a mis fin au pouvoir de l'élite américo-libérienne. Ce fut la fin du pouvoir de l'élite américo-libérienne en place depuis 130 ans. Les autochtones prennent alors

16^e Journée d'études Géo'rizon. Géographie des crises. Jeudi 24 avril 2014

le pouvoir, ce qui fut un moment de violence politique intense. Des dignitaires politiques ont été jugés et exécutés. Ce fut le symbole du changement de pouvoir, avec un autochtone, Samuel Doe, à la tête du pays. On assiste à la fin des années 1980 à une interrogation de la légitimité de ce militaire car il avait gagné l'élection de 1985 de manière non démocratique. Charles Taylor Est celui qui a mené la rébellion de 1989 contre Doe et gagné la guerre en 1996. Il a été président du Libéria de 1997 à 2003. Il a été jugé devant le tribunal international de La Haye pour crime de guerre en Sierra Leone (et non au Libéria). Il a mené le mouvement rebelle (NPFL), son groupe a connu des divisions internes. Puis une multitude de nouveaux groupes ont repris la lutte pour le pouvoir.

Malgré tout, il y a eu de nombreuses tentatives d'accords de paix. En 1996, un accord de paix avec des élections sont organisés pour permettre de garantir une stabilité politique à court terme. Mais en 1999, un nouveau groupe rebelle (LURD) conteste le régime en place. Taylor accepte de se retirer du pouvoir. Le premier conflit civil est souvent décrit comme un conflit ethnique, avec des violences tribales mises en avant (cas de cannibalisme, de travestissement). Les anthropologues ont montré que ce n'était pas une guerre tribale, juste une façon de mobiliser les gens. Les enjeux économiques étaient importants, notamment à cause des minerais et de la richesse en bois précieux et caoutchouc. Les implications sociales sont nombreuses aussi, de très jeunes enfants sont mobilisés (« enfants soldats ») : certains espèrent, par cet enrôlement, s'enrichir ou obtenir un meilleur statut social. La plupart des enfants ont été contraints, par la violence, à devenir des soldats ; ces conflits les confrontent aussi souvent au monde de la drogue, ce qui leur permet de tenir psychologiquement face à la dureté de la situation.

Le bilan de la guerre est lourd, les conflits étaient très meurtriers : 250 000 morts (sur 2 millions d'habitants) et 50 % de personnes qui ont subi des déplacements forcés. Les répercussions à l'échelle régionale sont importantes, une mobilité à l'échelle de la sous région, dont la Sierra-Leone et la Côte d'Ivoire.

1. Des déplacements internes

Les déplacés internes ont un statut particulier, qui n'est pas protégé par le droit international. Ils ont tout de même obtenu une protection dans les années 1990. Ils sont parfois accueillis dans des camps de déplacés, mais ces camps sont rares. Les camps de déplacés ont parfois été protégés par la force d'interposition de la CEDAO (ECOMOG). Les déplacés internes sont regroupés autour de la capitale, ce qui a pour effet de renforcer la capitale au niveau démographique. L'aide humanitaire arrive par le biais des ports, ce qui a pour conséquence de ne pas atteindre rapidement les zones où ces denrées sont vitales.

2. Des réfugiés

Pour être réfugié, il faut avoir traversé une frontière. Ainsi, les déplacés internes ne sont pas considérés comme des réfugiés. Certains Libériens sont allés s'installer en Côte d'Ivoire, avant d'être à nouveau chassés de ce pays durant la crise politique ivoirienne. Des cartes de parcours des réfugiés ont été créées grâce aux entretiens. Elles permettent d'illustrer les déplacements, à pied ou en bateau. Les migrations sont poussées par la violence et les décès de proches. Ils n'ont donc plus d'attaches et fuient les combats pour survivre.

II. La « fatigue de l'hôte » : étude en parallèle de deux crises de l'asile face aux réfugiés

La thèse d'Hélène Simon-Lorière avait pour intérêt d'étudier l'après conflit, c'est-à-dire soit le retour au pays d'origine, soit l'installation durable dans le pays d'accueil. Quand l'exil est prolongé, les Etats ne supportent plus ces populations. La tension est visible à l'échelle très locale, voire régionale. Il a fallu zoomer sur deux crises pour comprendre les jeux d'acteurs. Les deux pays d'étude proposent deux organisations spatiales différentes. En Guinée, l'Etat a opté pour le « laisser-faire », l'aide internationale n'a pas organisé de camps. De nouveaux villages ont été créés à l'écart, en lien avec ceux qui existaient déjà. Ils sont ciblés par l'aide internationale. Puis les ONG ont créé

16^e Journée d'études Géo'rizon. Géographie des crises. Jeudi 24 avril 2014

de petits camps, plutôt comme des villages, qui se sont densifiés avec le temps. Il y a peu de flux de réfugiés vers la capitale, il s'agissait surtout d'urbains, d'élites, ou d'opposants politiques.

Au Ghana, à Accra, le choix spatial est différent : l'arrivée se faisait par bateau, sur la côte, sur le port d'Accra, ou celui de Takoradi, près de la Côte d'Ivoire à l'ouest. Le gouvernement ghanéen (militaires au pouvoir) menait une gestion très réglementée : les Libériens ont été accueillis dans un seul camp, celui de Buduburam. Le camp est créé sur préemption de l'Etat. Il s'est inséré dans la dynamique d'expansion et d'étalement urbain de la capitale. Le camp est très ouvert à l'international. Il y a une forte visibilité vers la diaspora libérienne, et avec les Etats-Unis. Les résidents étaient plutôt issus des classes sociales supérieures.

1. Le risque de débordement de la guerre et crise de l'asile en Guinée en 2000

Mano River est le nom de l'organisation internationale qui rassemble le Libéria, la Sierra Léone et la Guinée. Mais c'est aussi le nom utilisé pour analyser ensemble les conflits civils libérien et sierra-léonais et pour souligner les liens entre eux. La Guinée a failli basculer dans la guerre civile en 2000, à cause de tensions fortes envers les réfugiés. Les rebelles libériens ont attaqué des villages guinéens. La Guinée a officiellement soutenu des rebelles libériens. Elle n'a pas reconnu vouloir déstabiliser le Libéria. Des camps d'entraînement en Guinée forestière ont été créés pour aider les opposants à C. Taylor. La frontière du sud de la Guinée est attaquée par des rebelles libériens et sierra-léonais. S'en sont suivis des déplacements internes importants sur tout le territoire, aussi bien des habitants que des réfugiés. L'hostilité envers les réfugiés du Libéria et de la Sierra Léone était de plus en plus forte. Les réfugiés et les étrangers étaient constamment surveillés.

Les réfugiés étaient assimilés à des complices des agresseurs ; ainsi, ils sont la cible de nombreuses violences de la part de leurs voisins. La presse disait qu'il y avait de la désinformation, c'est-à-dire pas de simples arrestations aux frontières. Ils ont été pris pour cible, ce qui est une violation des droits de l'homme. On assistait à une chasse aux réfugiés. Le président ordonnait d'arrêter tous les réfugiés. D'après des entretiens, ils ont été battus, volés, emprisonnés. La crise de l'asile a engendré une reconfiguration de l'organisation spatiale en Guinée, avec de fortes tensions entre gouvernement guinéen et le HCR. Une réorganisation est opérée en créant de nouveaux camps, éloignés de 60 kilomètres de la frontière. Les réfugiés étaient obligés d'aller dans les nouveaux camps, bien plus surveillés par l'armée. L'idée de crise est donc définie par les notions de crispation et de changement.

2. Manifestation de réfugiés et crise de l'asile au Ghana en 2008

Une fois le conflit terminé, les réfugiés étaient encouragés à rentrer au Libéria. Les autorités avaient évoqué la cessation du statut de réfugié. Ils voulaient fermer le camp et l'aide humanitaire a été interrompue. Il y a eu une arrivée massive des réfugiés de Côte d'Ivoire à partir de 2002 à cause de la crise politique de ce pays. Le camp devenait un lieu de recrutement pour des mercenaires, et un lieu d'exaction (vol à main armée, attribué à des mafias libériennes). La campagne de rapatriement volontaire (entre 2003-2006) a eu peu de succès. L'enjeu migratoire vers l'étranger, notamment les Etats-Unis, est important. Pour ceux qui ne souhaitaient pas partir, la société ghanéenne a proposé un plan d'intégration locale. Des femmes de ces camps ont fait un sitting, pour empêcher le camp de fonctionner. Le camp est sur une route majeure du pays. Cette manifestation a duré deux mois : « on ne veut pas de l'intégration locale » « on ne veut pas retourner au Libéria ». Elles demandaient 1000 dollars pour rentrer, ainsi qu'une réattribution des places pour partir dans les pays développés.

Avec l'approche d'élections présidentielles à la fin de 2008, le gouvernement a décidé d'agir fermement. Le gouvernement a décidé d'agir fermement. Il a mis fin à la manifestation pour menace à l'ordre public. La conséquence a été un retour massif des réfugiés vers le Libéria. Aujourd'hui, le camp n'a toujours pas été fermé. En 2011, il y avait encore 11 000 personnes.

Conclusion : retour sur la notion de crise

16^e Journée d'études Géo'rizon. Géographie des crises. Jeudi 24 avril 2014

La crise a eu pour conséquence un changement du système d'accueil en Guinée, et une accélération des rapatriements pour acter la fin du conflit au Ghana. La résilience était plutôt définie de manière individuelle. L'approche par le bas permet de comprendre la crise, c'est un moment de prise de décision. Quand le conflit ne s'arrête pas, qu'est-ce que l'on fait, est-ce qu'on reste ici, ou migre-t-on ailleurs ? Les perspectives post-crise pour les Libériens semblent se dégager. La majorité des réfugiés sont rentrés et ils contribuent à la reconstruction de leur pays (diaspora en provenance des Etats-Unis). Comment reconstruire son pays en restant dans le pays d'accueil ? Comment contribuer à la réconciliation ?

Compte rendu par Mathilde BAZIN, Master 1 STADE

16^e Journée d'études Géo'rizon. Géographie des crises. Jeudi 24 avril 2014**Bibliographie indicative**

- Aschan-Leygonie C., 2000, « Vers une analyse de la résilience des systèmes spatiaux », *L'Espace géographique*, n° 1, p. 67-77.
- Berque A., 1982, *Vivre l'espace au Japon*, Paris, PUF, 222 p.
- Berque A., 1986, *Le sauvage et l'artifice, les Japonais devant la nature*, Paris, Gallimard, 314 p.
- Berque A., dir., 1987, *Le Japon et son double, logiques d'un autoportrait*, Paris, Masson, 178 p.
- Body-Gendrot S., 1997, *Les villes américaines : les politiques urbaines*, Paris, Hachette supérieur, 160 p.
- Carroué L., 2008a, « Fonds souverains et crise des subprimes : un nouvel enjeu de la guerre économique », *Diplomatie*, n°34, sept/oct. 2008.
- Carroué L., 2008b, « La crise des subprimes : enjeux géopolitiques et territoriaux de l'entrée dans le XXI^e siècle », *Cafés géo*, rubrique *Vox geographica*, <http://cafe-geo.net/la-crise-des-subprimes-enjeux-geopolitiques-et-territoriaux-de-lentree-dans-le-xxie-siecle/>.
- Carroué L., 2008c, « Crise des subprimes, un nouveau foyer de guerre économique », Actes du Festival International de Géographie (FIG) de St-Dié-des-Vosges, octobre 2008. http://fig-st-die.education.fr/actes/actes_2008/index.htm.
- Carroué L., 2009a, « La crise économique et financière états-unienne : enjeux géographiques et géopolitiques », *Hérodote*, n°132, « L'Amérique d'Obama », 1^{er} trimestre 2009.
- Carroué L., 2009b, « La crise mondiale : une ardoise de 55 800 000 000 000 de dollars », *Café Géo*, rubrique *Vox geographica*, <http://cafe-geo.net/la-crise-mondiale-une-ardoise-de-55-800-000-000-000-de-dollars/>.
- Carroué L., 2013, « La crise : vers une redistribution des cartes à l'échelle monde », *Cafés Géo*, Mulhouse, 20 mars 2013, <http://cafe-geo.net/la-crise-vers-une-redistribution-des-cartes-a-lechelle-monde/#more-287>.
- Castells M. Caraça J. & Cardoso G., 2012, *Aftermath. The cultures of the Economic crisis*, Oxford University Press, 336 p.
- Cummins S., Macintyre S., 2002, "A Systematic Study of an Urban Foodscape : The Price and Availability of Food in Greater Glasgow", *Urban Studies*, vol. 39.
- D'Ercole R., Gluski P., Hardy S. et Sierra A., dir., 2009, « Vulnérabilités urbaines dans les pays du Sud. Présentation du dossier », *Cybergeog : European Journal of Geography* [En ligne], Dossiers, Vulnérabilités urbaines au sud, mis en ligne le 06 avril 2009. URL : <http://cybergeog.revues.org/22151>
- Djament-Tran G., Reghezza-Zitt M., ed., 2012, *Résiliances urbaines, les villes face aux catastrophes*, Editions Le Manuscrit, p. 331-349.
- Économistes atterrés*, 2011, *20 ans d'aveuglement. L'Europe au bord du gouffre*, Les liens qui libèrent, 176 p.
- Fol S., Cunningham-Sabot E., 2010, « Déclin urbain et *Shrinking Cities* : une évaluation critique des approches de la décroissance urbaine », *Annales de Géographie*, n° 674, p. 359-83.
- Gallagher J., 2010, *Reimagining Detroit: Opportunities for Redefining an American City*, Detroit, Wayne State University Press, 176 p.
- Ghorra-Gobin C., 1993, *Les États-Unis : Espace, environnement, société, ville*, Paris, Nathan Université, 191 p.
- Holling C. S., 1973, "Resilience and stability of ecological systems", *Annual Review of Ecology and Systematics*, n°4, p. 1-23.
- Hardy S. et Medina-Nicolas L., dir., 2005, *L'Amérique latine*, Editions du Temps, coll. « Questions de géographie », 288 p.
- Paddeu F., 2012a, « Faire face à la crise économique à Detroit : les pratiques alternatives au service d'une résilience urbaine ? », *Information géographique*, n°4, p. 119-139.
- Paddeu F., 2012b, « L'agriculture urbaine dans les quartiers défavorisés de la métropole New-Yorkaise : la justice alimentaire à l'épreuve de la justice sociale », *Vertigo - la revue électronique en sciences de l'environnement* [En ligne], vol. 12, n°2, septembre 2012, mis en ligne le 01 octobre 2012. URL : <http://vertigo.revues.org/12686>.
- Paddeu F., 2013a, « De la santé environnementale à la justice environnementale : l'enjeu de l'asthme infantile dans le South Bronx (New York) », *Développement durable et territoires* [En ligne], vol. 4, n°2 | Juillet 2013, mis en ligne le 16 juillet 2013. URL : <http://developpementdurable.revues.org/9779>.
- Paddeu F., 2013b, « Detroit dans la mondialisation : la « créativité » face à une crise multiforme ? », communication au séminaire VAAM *Mondialisation, concepts, enjeux, échelles*, 16 mai 2013, Paris, ENS Ulm, 26 p.

16^e Journée d'études Géo'rizon. Géographie des crises. Jeudi 24 avril 2014

- Pelletier P., 2003, *Japon : crise d'une autre modernité*, Paris, Belin, 207 p.
- Pelletier P., 2003, *Le Japon, une puissance en question*, La documentation photographique, n°8029, 64 p.
- Pelletier P., 2012, *Atlas du Japon. Après Fukushima, une société fragilisée*, Paris, Autrement, 96 p.
- Popelard A., 2009, « Détroit, catastrophe du rêve », *Hérodote*, La Découverte, n° 132.
- Revault d'Allones M., 2012, *La crise sans fin, essai sur l'expérience moderne du temps*, Seuil, coll. « La couleur des idées », 208 p.
- Scoccimarro R., 2007, *Le rôle structurant des avancées sur la mer dans la baie de Tôkyô, production et reproduction de l'espace urbain*, Thèse de doctorat en géographie, aménagement et urbanisme, Université Lumière Lyon 2, dir. P. Pelletier, 272 p.
- Scoccimarro R., 2010, *Le Japon : nouveau d'une puissance ?*, La documentation photographique, n°8076, 64 p.
- Scoccimarro R., 2013, « L'archipel disloqué Le Japon après le 11 mars 2011 », *Outre-Terre*, 2013/1 n° 35-36, p. 439-455.
- Simon-Lorière H., 2008, « Réfugiés libériens à Conakry : en attente sur l'autre rive ? », Colloque à l'EHESS *Terrains d'asile : corps, espaces, politiques*, septembre 2008, Paris, 10 p.
- Simon-Lorière H., 2010, « Catégories et reconfigurations migratoires en Afrique de l'Ouest : l'exemple de la guerre civile du Liberia », *Espace populations sociétés* [En ligne], 2010/2-3, mis en ligne le 31 décembre 2012. URL : <http://eps.revues.org/index4091.html>.
- Simon-Lorière H., 2013a, "Better off with or without a camp? The consequences of urban settlement conditions on the livelihoods and migrations possibilities of refugees", Paper presented at the *Resourceful Cities Conference*, RC-21, International Sociological Association, Berlin, 13 p.
- Simon-Lorière H., 2013b, *Conditions de vie et projets migratoires des réfugiés libériens à Conakry (Guinée) et Accra (Ghana)*, thèse de doctorat en géographie, Université de Poitiers, dir. V. Lassailly-Jacob et M. Bertrand, 651 p., http://tel.archives-ouvertes.fr/docs/00/95/99/61/PDF/TheseHSL_refugies_liberiens.pdf.
- Staszak J.-F., 1999, « Détruire Detroit. La crise urbaine comme produit culturel », *Annales de géographie*, vol. 108, n°607, p. 277-299.
- Stengers I., ed., 1987, *D'une science à l'autre : des concepts nomades*, Paris, Le Seuil, 388 p.
- Sugrue Th., 2005, *The Originis of the urban Crisis. Race and Inequality in Postwar*, Detroit : Princeton University Press, Series: Princeton Studies in American Politics, 416 p.
- Théodat J.-M., 2004, « L'endroit et l'envers du décor : la « touristicité » comparée d'Haïti et de la République Dominicaine », *Revue Tiers Monde*, 2004/2 n° 178, p. 293-317.
- Théodat J.-M., 2013, « Port-au-Prince en sept lieues », *Outre-Terre*, 2013/1 n° 35-36, p. 123-150.
- Vivet J., 2012, *Déplacés de guerre dans la ville. La citadinisation des deslocados à Maputo (Mozambique)*, Paris, Karthala, 366 p.

16^e Journée d'études Géo'rizon. Géographie des crises. Jeudi 24 avril 2014

Remerciements aux quatre conférenciers et aux quatre étudiants de Master 1 ayant pris en note les interventions. Comptes-rendus relus et amendés par chaque conférencier.

Une journée d'études organisée par le Département de Géographie de l'Université de Savoie,
avec le soutien de



UNIVERSITE
CHAMBERY
ANNECY
SAVOIE

Responsable scientifique (invitation des conférenciers, relecture et mise en forme des comptes-rendus, bibliographie) et organisation :

Lionel LASLAZ - 04 79 75 86 87 - lionel.laslaz@univ-savoie.fr